

Réforme de l'Etat : la loi de financement sur la table à la Chambre

Belga Publié le mardi 05 novembre 2013 à 19h06 - Mis à jour le mercredi 06 novembre 2013 à 12h20



Abonnez-vous

Politique belge Le chef de groupe N-VA, Jan Jambon s'est appliqué pendant une heure à démontrer qu'en 2030, la Flandre perdrait 4,6 milliards d'euros et la Wallonie 2,6 milliards alors que le fédéral et Bruxelles s'en sortiraient avec des moyens supplémentaires.

Les partis de la majorité institutionnelle avaient convenu de ne pas s'exprimer lors de la discussion générale de la révision de la loi de financement mais les affirmations développées par le chef de groupe de la N-VA ont poussé le sp.a, l'Open Vld et Groen à réagir. Au coeur des échanges, se trouvaient les moyens dont disposeraient encore les entités fédérées après leur contribution à l'assainissement des finances publiques et au coût du vieillissement. Le chef de groupe N-VA, Jan Jambon s'est appliqué pendant une heure à démontrer qu'en 2030, la Flandre perdrait 4,6 milliards d'euros et la Wallonie 2,6 milliards alors que le fédéral et Bruxelles s'en sortiraient avec des moyens supplémentaires.

L'une des négociatrices du sp.a pendant les discussions communautaires, l'ex-présidente du sp.a Caroline Gennez, a appelé les autres partis à ne pas réduire le débat à une polémique entre les gagnants et les perdants.

"Je trouve que c'est un débat stérile, non éthique et malhonnête", a-t-elle lâché.

Echaudé par les critiques des nationalistes flamands, Luc Van Biesen (Open Vld), s'est toutefois lancé dans la discussion.

En 2030, sans les efforts prévus pour l'assainissement et le vieillissement, les dernières simulations font état de 200 millions d'euros supplémentaires pour la Flandre, 214 millions pour la Wallonie, 661 millions pour Bruxelles, -99 millions pour la Communauté française et -1,2 milliard pour le fédéral. Avec les efforts, l'impact passe à -2,9 milliards pour la Flandre, -715 millions pour la Wallonie, -913 millions pour la Communauté française et +353 millions pour Bruxelles et +4,076 milliards pour le fédéral.

Il est normal que les entités fédérées contribuent à l'assainissement et au vieillissement, a fait remarquer le député libéral.

"Vous pouvez dire que la Flandre recule mais, en même temps, le niveau fédéral est renforcé, donc la sécurité sociale, les pensions et le désendettement", a-t-il souligné avant de faire remarquer que ces trajectoires avaient été discutées avec les entités fédérées.

Les députés des trois partis se sont aussi attachés à rappeler certaines des propositions qu'avaient formulées la N-VA du temps où elle été associée aux négociations institutionnelles qui parfois rejoignent ou vont plus loin que la 6e réforme de l'Etat.